

Grenelle de l'insertion : l'insatisfaction demeure

Christophe Sirugue
Député-maire de Chalon-sur-Saône
Membre du Grenelle de l'insertion

09 Juin 2008

A la suite du [diagnostic de La Vie des Idées](#), Terra Nova consacre un dossier sur les conclusions du Grenelle de l'insertion. Christophe Sirugue a fait partie du Grenelle ; il y présidait l'atelier chargé de définir les objectifs des politiques d'insertion et de préciser les compétences respectives de l'Etat et des collectivités territoriales. Il revient sur les conclusions du Grenelle avec scepticisme et souligne les déséquilibres de son financement, marqués par le désengagement de l'Etat, au détriment, à nouveau, des collectivités locales.

Chacun s'accorde à reconnaître que les travaux du Grenelle de l'insertion ont permis de mettre en discussion les différents acteurs de l'insertion et de dégager des axes d'intervention qui, sans être d'une innovation exceptionnelle, correspondent à de véritables attentes du terrain. Force est de constater, pourtant, qu'un sentiment d'insatisfaction demeure.

Sur la méthode, M. le Haut Commissaire n'a pas ménagé ses efforts pour parvenir à un consensus. La feuille de route du Grenelle n'a pourtant pas été validée par une approbation officielle. Les organisations syndicales et des représentants du monde associatif ont rappelé dès le tour de table organisé après les interventions ministérielles qu'elle ne l'engageait pas.

Peut-être que l'expérience du Grenelle de l'environnement dont les conclusions ont été bafouées quelques semaines plus tard par les décisions gouvernementales résonnent encore dans les têtes. A moins que ce ne soit le discours de clôture sans conviction, prononcé par M le Premier Ministre, qui ait par avance, au-delà des incantations, sonné le glas de toute politique ambitieuse pour lutter contre la pauvreté.

Sur le fond, fixer ce que doivent être les engagements des conseils généraux, des conseils régionaux, des communes et intercommunalités, des partenaires sociaux, de l'opérateur unique de l'emploi n'a de sens que si l'Etat précise lui-même les moyens qu'il entend engager pour les accompagner et soutenir la lutte contre l'exclusion. Mais de cela il ne fut nullement question dans le discours de M. Fillon qui renvoya ces précisions « à des arbitrages budgétaires ultérieurs », ne mentionnant même pas les 1,5 Md€ pour financer le RSA... L'engagement à réduire la pauvreté d'un tiers au cours du quinquennat se fera-t-il avec les seuls moyens des autres collectivités et la récupération de la PPE sur les classes moyennes ?

Les Départements, qui assument déjà une charge de 2,3 Md€ au titre du différentiel entre le coût du RMI et la compensation de l'Etat, devraient s'interroger sur ce que pourrait représenter l'impact du RSA dont la

généralisation est annoncée pour l'automne alors même que l'expérimentation lancée en 2007 pour 3 ans n'a pas pu livrer ses enseignements.

Quant aux Régions, la prise en charge, sans financements complémentaires, de la formation de nouveaux publics parmi lesquels les détenus, devraient alimenter les pages du livre noir initié par la majorité UMP pour dénoncer l'escalade des dépenses de ces collectivités...

Mais la question financière ne fait pas tout. Elle peut même être considérée comme accessoire eu égard à l'action véritable du Gouvernement.

En effet, avoir fait de ce Grenelle de l'insertion avant tout un débat sur l'insertion professionnelle, c'est laisser croire que le non-emploi serait la seule cause d'exclusion. Or la réalité est toute autre. Le manque de logement, les problèmes de santé, les contraintes familiales, les freins à la mobilité sont tout autant des motifs de fragilité puis de marginalisation.

Ce constat est connu et pourtant le Gouvernement :

- fragilise le financement du logement social dans le cadre de la loi sur la modernisation de l'économie
- limite l'accès aux soins par l'instauration de franchises médicales
- réduit le montant des allocations familiales
- diminue drastiquement le nombre de contrats aidés.

Le Grenelle de l'insertion a posé le bon diagnostic et a bien fixé les enjeux de l'insertion professionnelle. Il a omis d'en définir les nécessaires moyens. Mais, plus grave, il ne s'est véritablement intéressé qu'à un seul public pauvre : les « travailleurs pauvres ». Il a oublié des centaines de milliers de personnes qui ne travaillent plus (personnes âgées), qui ne peuvent pas travailler (handicapés), ou qui sont trop éloignées de l'emploi pour être aujourd'hui « employables ».

Le Grenelle de l'insertion n'a pas rempli toute sa mission. La pauvreté a encore de « beaux jours devant elle ». C'est bien pour cela que l'insatisfaction demeure.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le dossier de Terra Nova :

Richard Lenoir, note, « [Le RSA : vers une réforme aux « dégâts collatéraux » inacceptable](#) »

Terra Nova, note, « [Le Grenelle de l'insertion](#) »

Olivier Ferrand, éditorial, [Pauvreté de la lutte](#)

Le dossier de La Vie des Idées :

[Le dossier](#)

Nicolas Duvoux, « [Les impensés d'une réforme](#) »

Dominique Méda, « [Le Revenu de Solidarité Active en question](#) »

Hélène Périvier, « [Les victimes collatérales du RSA](#) »

Jean-Luc Outin, « [Le RSA et la lutte contre la pauvreté](#) »

Nicolas Duvoux, « [Le RMI à la Réunion : leçons d'un décentrement](#) »

Serge Paugam, « [Pauvreté et solidarité](#) »